



ASSEMBLÉE NATIONALE

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 267
(Privé)

Loi concernant la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), ses affiliés et leurs syndicats

Présentation

Présenté par
M. Guy Chevrete
Député de Joliette



Éditeur officiel du Québec
1994

Projet de loi 267

(Privé)

Loi concernant la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), ses affiliés et leurs syndicats

ATTENDU que la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et ses organismes affiliés sont des entités ne possédant pas la personnalité juridique;

Qu'elles exercent tant sur le plan interne qu'à l'extérieur des activités susceptibles de créer des droits et des obligations;

Que la FTQ et ses organismes affiliés désirent obtenir la personnalité juridique;

Que les dispositions actuelles de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) ne leur permettent pas d'atteindre cette fin sans inconvénients importants;

Qu'il y a lieu d'ajuster à leur situation de fait certaines dispositions de cette loi;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Malgré le paragraphe 1 de l'article 1 et le premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40), la FTQ, une section locale ou un autre organisme affilié à la FTQ, ou une association de salariés dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ peut présenter à l'inspecteur général des institutions financières une demande constatant son intention d'être constitué en personne morale régie par la Loi sur les syndicats professionnels.

2. Aux fins de cette demande, les paragraphes 2 et 3 de l'article 1 de la Loi sur les syndicats professionnels se lisent comme suit :

«2. a) La demande de la FTQ doit :

i) indiquer son objet ;

ii) mentionner le nom, la nationalité et l'adresse d'au moins 3 administrateurs dont le président et le secrétaire général ;

iii) préciser l'adresse de son siège ;

iv) demander à l'inspecteur général des institutions financières d'autoriser sa constitution en personne morale ;

v) être accompagnée d'une déclaration sous serment de l'un des signataires de la demande et attestant la véracité des faits mentionnés dans la demande ;

b) La demande d'une section locale ou d'un autre organisme affilié à la FTQ, ou celle d'une association de salariés, dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ, doit :

i) indiquer le nom de la section locale ou de l'organisme ;

ii) indiquer son objet ;

iii) alléguer qu'au moins 15 personnes salariées et citoyennes canadiennes en sont membres ;

iv) préciser l'adresse de son siège ;

v) demander à l'inspecteur général des institutions financières d'autoriser sa constitution en personne morale ;

vi) être accompagnée d'une déclaration sous serment de l'un des signataires de la demande et attestant la véracité des faits mentionnés dans la demande ;

vii) être accompagnée, dans le cas d'une section locale ou d'un autre organisme, d'une attestation d'affiliation délivrée par le président ou le secrétaire général de la FTQ ; s'il s'agit d'une association de salariés, dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ, l'attestation est à l'effet qu'au moins une section locale ou une autre composante de la requérante est affiliée à la FTQ.

«3. L'inspecteur général des institutions financières peut, sur demande accompagnée des attestations requises, autoriser la constitution en personne morale du requérant ou de la requérante. ».

3. La constitution de la requérante ou du requérant en une personne morale régie par la Loi sur les syndicats professionnels équivaut à continuation; ses droits, biens et obligations deviennent ceux de la personne morale; de même, sa structure et ses statuts et règlements deviennent ceux de la personne morale.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).